

Les succès des écologistes allemands s'expliquent aussi par leur pragmatisme

29 OCTOBRE 2018 PAR [THOMAS SCHNEE](#)

Alors que les conservateurs et sociaux-démocrates ont de nouveau été sanctionnés dans les urnes du Land de Hesse dimanche 28 octobre, les Verts ont, eux, confirmé leur forme éclatante, avec 20 % des voix. Depuis 2011, leur implantation dans les régions ne cesse de croître. Même si leurs alliances avec la droite en déroutent certains.

Berlin (Allemagne), de notre correspondant.- À l'annonce des résultats de l'élection du Parlement du Land de Hesse, dimanche soir à Francfort, la plupart des QG de campagne des partis politiques allemands oscillent entre la satisfaction modérée et la très grosse déprime.

Mais chez les écologistes de Bündnis 90/Die Grünen [*Alliance 90 / Les Verts – ndlr*], cris de joie et applaudissements frénétiques font trembler toute la salle : « *La Hesse n'a jamais été aussi verte qu'aujourd'hui !* », clame la tête de liste Tarek Al-Wazir, un Germano-Yéménite de 47 ans, également ministre régional de l'économie, de l'énergie et des transports, un portefeuille clé dans une région qui abrite de grands groupes, la Banque centrale européenne (BCE) ou encore l'un des principaux aéroports d'Europe.

Pour la deuxième fois en 15 jours, les Verts allemands réalisent un score de rêve et vont largement au-delà des objectifs qu'ils s'étaient fixés. En Bavière, ils sont devenus le deuxième parti de la région et prennent la tête de l'opposition. En Hesse, ils s'installent également en deuxième position avec 20 % des votes et 94 voix d'avance sur le SPD. Ils se payent aussi le luxe de sauver la tête du ministre-président conservateur Volker Bouffier qui, grâce au score remarquable de son allié écologiste, devrait sauver son gouvernement et sa place.

Pendant ce temps, les deux grands partis allemands, l'Union conservatrice (CDU/CSU) et le SPD, enregistrent pour la seconde fois en 15 jours un sévère recul électoral de 11 points. De son côté, le parti d'extrême droite AfD a atteint son objectif primaire d'intégrer le Parlement de Hesse et ainsi d'être présent dans tous les parlements régionaux allemands. Mais les dirigeants du parti rêvaient d'un score au-dessus des 15 % qui les aurait placés au centre de toutes les attentions médiatiques (ils ont fait 13,1%). Au lieu de cela, les Verts leur ont volé la vedette. Pour le reste, les libéraux du FDP (7,8 %) et le parti de la gauche radicale Die Linke (6 %) ferment la marche et se maintiennent au Parlement régional.

Lors de la première participation des écologistes à un gouvernement fédéral de 1998 à 2005, le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder n'hésitait pas à se montrer légèrement condescendant envers son jeune parti allié, en comparant son gouvernement à un restaurant où le serveur est peut-être écologiste mais où le cuisinier est social-démocrate. Cette époque est révolue. Aujourd'hui, tout le monde se demande d'ailleurs si les Verts ne sont pas en train de prendre la place des sociaux-démocrates, ne se contentant plus d'être un parti d'appoint pour les coalitions, mais bien un parti central, pivot de futures coalitions.

Dans l'Allemagne fédérale, un passage réussi au gouvernement national comme les Verts l'ont fait de 1998 à 2005 ne pèse cependant pas grand-chose à long terme sans un solide

ancrage régional. La marche des écologistes à l'échelon des régions démarre en 2011, après la catastrophe nucléaire de Fukushima.

À l'époque, les Verts allemands ont déjà participé à différents gouvernements régionaux. Mais c'est en mars 2011 que, pour la première fois, l'écologiste Winfried Kretschmann parvient à prendre le contrôle du Bade-Wurtemberg (Sud-Ouest). La région n'est pas seulement le "cœur industriel" allemand. C'est aussi un bastion conservateur qui tombe et qui, depuis, n'a pas été repris.

Suivent quelques années maussades, sans grand recul ni succès. Surviennent les élections générales de 2017. Là aussi, les écologistes ne font pas des étincelles. Mais ils sont invités sans la moindre hésitation par Angela Merkel pour discuter de la constitution d'une coalition avec les libéraux. Ils sont des partenaires potentiels plus que sérieux, et la question d'une coalition fédérale avec les conservateurs n'est plus taboue depuis longtemps, ni chez les Verts ni pour l'électorat allemand. Finalement, ce sont les libéraux qui refusent l'alliance, de peur d'être la cinquième roue du chariot – en raison également de désaccords sur les questions migratoires.

Alors que l'actuelle coalition d'Angela Merkel à Berlin se perd dans les querelles et les incohérences, et que la gauche critique de Die Linke reste engluée dans ses sempiternelles lutttes intestines, les Verts n'ont jamais semblé aussi unis et déterminés, avec un personnel politique jeune et renouvelé.

Début 2018, le parti s'est ainsi choisi deux élus capables de défendre leurs dossiers de manière incisive, tout en affichant un style très décontracté. Il s'agit d'Annalena Baerbock, députée du Brandebourg (Nord-Est), et de Robert Habeck, ministre de l'environnement du Schleswig-Holstein (Nord). Sur le terrain, les candidats écologistes aux élections de Bavière et de Hesse, respectivement Katharina Schulze et Tarek Al-Wazir, offrent un profil identique, avec un discours garanti anti-déprime. Ce qui tranche forcément face à la rhétorique xénophobe de l'AfD et des partis qui l'imitent.

Les derniers succès des Verts ne sont pas seulement une question de ton et d'attitude. Ils sont par exemple le seul parti qui s'attaque frontalement à l'AfD. Car les questions d'immigration, le miel de l'extrême droite, sont depuis longtemps une spécialité des écologistes qui ont beaucoup travaillé à ancrer la notion d'intégration dans la politique migratoire allemande. La tentation du repli national est donc absolument absente du discours national des Verts (hormis quelques cas particuliers comme le maire de Tübingen Boris Palmer). Résultat, ils attirent de très nombreux électeurs conservateurs qui refusent le tournant réactionnaire d'une partie de la CDU.

De même, vus de France, les écologistes allemands sont excessivement pragmatiques. Ils veulent gouverner pour le plus grand nombre en essayant, malgré le système des coalitions, de faire passer le maximum de leurs idées. « *Le dilemme actuel, c'est que la formation d'un gouvernement n'est plus possible qu'en faisant des alliances au-delà des camps politiques* », admet Jürgen Trittin, catalogué à gauche du parti. Une telle stratégie suppose en contrepartie une forte propension au compromis. Ce qui fait dire à leurs adversaires qu'une bonne partie des écolos allemands ont basculé à droite.

Sur l'économie, par exemple, le discours des écologistes a ainsi beaucoup changé : « *Nous avons appris que l'économie n'était pas seulement une partie du problème, mais aussi une partie de la solution* », explique la députée Kerstin Andrae. Celle-ci a créé un conseil économique au sein du parti, un organe qui permet des rencontres régulières entre les élus écologistes et les patrons des entreprises allemandes. Dans le même temps, les Verts demandent depuis longtemps la suppression de l'emblématique allocation dite « Hartz IV », le revenu minimum mis en place par Schröder et devenu synonyme de pauvreté.

Il faut enfin rappeler que les thématiques au cœur du message des écologistes sont plus que jamais d'actualité. Comme l'immigration. Mais aussi l'énergie, le transport, le climat ou l'environnement. Et sur ces points, contrairement par exemple à un SPD qui avance puis recule sur la question du charbon, les Verts, présents sur place pour défendre la forêt millénaire de Hambach menacée par les dents des excavatrices de lignite, sont intraitables. Tout comme sur le fameux « dieselgate », un scandale où les ministres des transports conservateurs ont montré à quel point ils étaient les valets de l'industrie automobile.